



MINISTRE DE LA PLANIFICATION, DU DEVELOPPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2009

COMPTES DEFINITIFS



Mai 2014



FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

Indicateurs de performance globale de l'économie

Rubrique	Libellé	2008	2009
Principaux Agrégats (<i>En Milliards de FCFA</i>)			
	PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 482,4	1 589,2
	EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	508,6	565,0
	IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	746,2	797,9
	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	266,7	321,1
	CONSOMMATION FINALE (CF)	1 429,6	1 486,7
	EPARGNE BRUTE	210,6	268,8
	ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE	680,0	770,1
	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE (yc arriérés)	49,5	40,0
	STOCK DE LA DETTE INTERIEURE	482,1	474,1
Agrégat par tête (<i>En FCFA</i>)			
	PIB/tête	264 896,2	277 339,9
	CF des ménages/tête	217 976,4	223 170,2
	RDB des ménages/tête	237 735,0	239 788,8
Taux de croissance			
	Taux de croissance réel du PIB	4,1%	5,5%
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	2,8%	3,3%
	Taux de croissance réel de la FBCF	10,3%	16,5%
	Taux de croissance réel des Exportations	2,4%	10,7%
	Taux de croissance réel des Importations	3,2%	6,5%
Indicateurs de structure et autres taux			
	Part de l'informel dans le PIB (<i>non compris les loyers imputés et services domestiques</i>)	49,3%	50,5%
	Taux d'investissement	19,6%	21,1%
	Taux d'épargne	14,2%	16,9%
	Taux effectif de prélèvement fiscal	15,0%	15,8%
Prix			
	Déflateur du PIB	11,8%	2,2%
	Taux d'inflation (IHPC)	8,7%	1,9%
Echange avec l'extérieur			
	Solde balance des biens et services / PIB	-16,0%	-14,7%
	Taux de pénétration	33,5%	33,4%
	Propension moyenne à exporter	0,343	0,356
	Propension moyenne à importer	0,503	0,502
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur	84,6%	85,8%
	Taux de couverture du commerce extérieur	68,2%	70,8%
	Termes de l'échange	103,8	103,7
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB	-14,4%	-3,1%
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations	73,8%	70,4%

Indicateurs de performance globale de l'économie			
Rubrique	Libellé	2008	2009
Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA)			
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières			
	Part salariale	25,4%	26,7%
	Taux de marge	71,5%	69,4%
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	-7,3%	8,1%
	Taux d'investissement	36,5%	30,3%
Indicateurs de comportement et de participation des ménages			
	Propension moyenne à consommer	0,917	0,931
	Part de l'investissement financé par l'épargne	50,2%	73,2%
	Part de la CF dans le PIB	82,3%	80,5%
	Part de l'investissement dans l'investissement total	19,1%	20,8%
Population			
	Population totale (en millions)	5,596	5,730
	Taux de croissance démographique	2,8%	2,8%
Ratios			
	Consommation finale des ménages/PIB	82,3%	80,5%
	Consommation finale publique/PIB	12,5%	11,5%
	Consommation finale totale/PIB	96,4%	93,6%
	FBCF Privée/PIB	14,7%	14,1%
	FBCF publique/PIB	3,3%	6,1%
	FBCF totale/PIB	18,0%	20,2%
	Exportations/PIB	34,3%	35,6%
	Importations/PIB	50,3%	50,2%

* (exclusion faite des loyers imputés et services domestiques)

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

SUPERVISION

Kokou Yao	N'GUISSAN	Directeur Général de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
Tchiou	ANIMAOU	Directeur de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques
Kossi Dodji	DEGBOE	Chef de la Division des Comptes Nationaux et de la Prévision

EQUIPE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX

Kossi Dodji	DEGBOE
Tchambago	OURNA
Kossivi Atcharé	BANDJE
Koffi Mepanou	ADOLI
Kodzo Dodzi	HEVI
Kwami	OBOSSOU
Kossi	ANANI
Kokoukan D.	ASSABROU
Esso-Hanam P.	ASSOTI
Komlan S.	PADOMNAWE
Kodjovi	NATOR
Abravi	DUYIBOE

APPUI TECHNIQUE

AFRISTAT
AFRITAC de l'Ouest

TABLE DES MATIERES

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES.....	IV
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES FIGURES	V
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	VI
AVANT-PROPOS	1
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	2
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2009.....	3
2.1. <i>La formation du produit intérieur brut (PIB)</i>	3
2.2. <i>Analyse de l'offre : poids des secteurs d'activité dans le PIB en 2009.....</i>	5
2.2.1. Le secteur primaire.....	6
2.2.2. Le Secteur secondaire.....	7
2.2.3. Le secteur tertiaire	8
2.3. <i>La part de l'informel dans le PIB.....</i>	9
2.4. <i>L'évolution des emplois du PIB.....</i>	10
2.4.1. Consommation finale.....	10
2.4.2. Investissement	11
2.5. <i>Les échanges extérieurs</i>	12
2.6. <i>L'activité des secteurs institutionnels en 2009</i>	14
2.6.1. Ménages et Entrepreneurs individuels.....	14
2.6.2. Situation des sociétés non financières.....	15
2.6.3. Administrations Publiques	15
2.7. <i>Situation vis-à-vis de l'extérieur.....</i>	15
ANNEXES.....	16
Annexe 1. Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants	16
Annexe 2. Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)	18
Annexe 3. Equilibre des ressources et des emplois de l'économie de 2007 à 2009 à prix courants	20
Annexe 4. Tableaux de synthèse de l'économie nationale	21
GLOSSAIRE.....	25

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants.....	4
Tableau 2 : Composition des biens et services exportés en 2009 en valeur.....	13
Tableau 3 : Valeur des biens et services importés en 2009	13
Tableau 4 : Equilibre des ressources et des emplois de l'économie de 2007 à 2009 à prix constants, base 2007.....	20

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Part des différents secteurs dans le produit intérieur brut en 2009 à prix constants	5
Figure 2 : Contributions à la croissance des secteurs d'activité en 2008 et 2009.....	6
Figure 3 : Evolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire.....	7
Figure 4 : Valeur ajoutée des branches d'activité du secteur secondaire à prix constants de 2007 à 2009	8
Figure 5 : Evolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur tertiaire	9
Figure 6 : Evolution de la part de l'informel dans le PIB entre 2007 et 2009.....	9
Figure 7 : Contributions des emplois à la croissance du PIB entre 2008 et 2009	10

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CAF	: Coût assurance fret
CCF	: Consommation de capital fixe
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF	: Consommation finale
CI	: Consommation intermédiaire
CITI	: Classification Internationale par Type d'Industrie
CN	: Comptabilité nationale
DCNEE	: Direction de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques
DCNP	: Division des Comptes Nationaux et de la Prévision
DGSCN	: Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
EBE	: Excédent brut d'exploitation
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Equilibre ressources emplois Tableau des entrées sorties – Application informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
IPI	: Indice de la production industrielle
I-PPTE	: Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif aux services des ménages
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	: Organisation non gouvernementale
PAI	: Programme d'Appui Institutionnel de l'Union Européenne à l'Etat Togolais
PA-RGPF	: Plan d'Actions pour la Réforme de la Gestion des Finances Publiques
PIB	: Produit intérieur brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RND	: Revenu national disponible
SCE	: Solde du commerce extérieur
SCN	: Système de comptabilité nationale des Nations Unies
SCN93	: Système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993

SF	: Sociétés Financières
SIFIM	: Service d'intermédiation financière indirectement mesuré
SNF	: Sociétés non financières
SSN	: Système statistique national
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
\$US	: United States Dollar
VA	: Valeur ajoutée
VAB	: Valeur Ajoutée Brute

AVANT-PROPOS

En cette année 2014, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) a encore une fois le plaisir de publier cette analyse de l'activité économique pour l'année 2009. Elle est intitulée «**Comptes nationaux du Togo 2009**». Cette nouvelle publication des résultats des comptes nationaux est la troisième de cet exercice de dynamisation des activités de production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations du Système normalisé de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 1993) et à l'aide de l'outil ERETES. Elle permet ainsi de mettre à la disposition des décideurs, des chercheurs et de tous les utilisateurs de statistiques, la série des comptes nationaux de 2000 à 2009 sous le SCN 1993.

La DGSCN tient à adresser ses vifs remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin qu'elle puisse relever le défi de la production des données statistiques fiables pour les prises de décision ;
- ✓ à l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et au Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour leur appui technique ;
- ✓ au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et à la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour les appuis matériels ;
- ✓ à la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour son appui financier ;
- ✓ à la Commission de l'Union Européenne pour l'appui financier à travers le Projet d'Appui Institutionnel à l'Etat togolais (PAI) ;
- ✓ aux membres du comité PIB pour leur contribution ;
- ✓ aux fournisseurs de données statistiques (opérateurs économiques, ONG et Associations, membres du Système Statistique National (SSN), etc.) ;
- ✓ à l'équipe de comptables nationaux pour le travail réalisé et les sacrifices consentis ;
- ✓ à tout le personnel de la DGSCN ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document sont les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent alors prendre contact avec la DGSCN pour des informations complémentaires.


Le Directeur Général
Kokou Yao N'GUISSAN

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Un environnement international marqué par la récession

L'activité économique mondiale a été morose en 2009 sous l'effet de l'aggravation de la crise financière internationale ayant pour conséquence, la détérioration des conditions de financement de l'économie et la récession enregistrée dans la plupart des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

Le produit intérieur brut des pays industrialisés a baissé de 3,2% (contre une hausse de 0,2% en 2008) suite au recul de la demande des ménages et des entreprises à cause de la baisse de la liquidité bancaire et des revenus dans un climat d'incertitude sur les marchés financiers avec comme corollaire l'augmentation du taux de chômage et l'aggravation des conditions sociales.

Les pays asiatiques ont mieux résisté aux effets de la crise à cause du dynamisme du commerce intra-régional. La croissance économique est ressortie à 6,9% en 2009 contre 7,7% en 2008. Ce taux de croissance relativement important en dépit de la récession en cours dans les pays de l'OCDE est dû au fait que la demande intérieure en Asie joue un rôle de moteur de la croissance et qui permet d'atténuer l'impact négatif de la baisse de la demande extérieure adressée aux exportations de la région.

Les pays de l'Afrique subsaharienne n'étaient pas épargnés par la récession de l'activité économique avec une baisse du taux de croissance de 2,6% contre 5,5% en 2008 due à la baisse des exportations des produits de base suite à la réduction de la demande des pays industrialisés.

L'activité économique dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a toutefois été soutenue par la hausse modérée des récoltes de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement public et l'exécution, par l'ensemble des États membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement. Le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 2,8% en 2009 contre 3,8% en 2008¹.

¹ BCEAO, 2010 : Balance des paiements et position extérieure globale de l'économie au titre de l'année 2009

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2009

Une accélération des réformes accompagnée par la construction des infrastructures de soutien à la croissance

Au plan national, l'évolution de la situation économique a été marquée par la poursuite des réformes au titre du programme financier appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC), la hausse de l'offre de l'énergie électrique, l'amélioration des exportations de phosphates, de clinker et de cacao suite à la hausse de la production.

Les cours du cacao ont poursuivi leur tendance haussière pour la cinquième année consécutive en s'établissant en moyenne annuelle à 1 367,9 FCFA le kilogramme en 2009 contre 1 157,2 FCFA en 2008. Cette augmentation de 18,2% est favorisée par la vigueur d'une demande mondiale largement supérieure à l'offre en liaison avec les perturbations enregistrées dans le fonctionnement de la filière en Côte d'Ivoire.

L'activité économique nationale a bénéficié à la fois des conditions climatiques favorables et des effets des politiques contra-cycliques mises en œuvre par le Gouvernement dans le domaine du soutien à l'agriculture et de la hausse des dépenses d'investissement public.

Le taux d'inflation s'établit à 1,9% contre 8,7% en 2008. Dans le souci d'assurer une bonne gestion des finances publiques, le Gouvernement a entrepris d'importantes réformes dans le cadre du Plan d'Actions pour la Réforme de la Gestion des Finances Publiques (PA-RGPF) et la reconstruction des infrastructures du pays.

2.1. La formation du produit intérieur brut (PIB)

Une bonne performance économique en dépit des effets pervers de la crise financière internationale

En 2009, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 1 589,2 milliards de FCFA contre 1 482,4 milliards de FCFA en 2008. En termes réels, le PIB s'est élevé à 1 399,6 milliards de FCFA contre 1 326,2 milliards en 2008. Cette évolution donne un taux de croissance réel de 5,5% par rapport à l'activité de 2008.

En 2009, la valeur de l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte s'élève à 1 118,2 milliards de FCFA, soit 70,4% du PIB contre 1 048,1 milliards de FCFA en 2008. Quant aux rémunérations des salariés, elles sont de 278,6 milliards de FCFA en hausse de 5,6% par rapport à leur niveau de 2008. Le niveau des impôts nets de subventions a augmenté de 13,0% en valeur nominale en 2009 et représente 12,0% de la richesse créée.

Tableau 1 : Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constants

PIB à prix courants				
<i>Unité = 1 Million de FCFA</i>				
	2007	2008	2009	Evolution
PIB (approche production)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	7,2%
Valeur ajoutée	1 133 883	1 329 196	1 420 945	6,9%
+ Impôts sur les produits	144 511	166 142	170 362	2,5%
- Subventions sur les produits	3 978	12 978	2 064	-84,1%
PIB (approche demande)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	7,2%
Dépense de consommation finale	1 253 034	1 429 604	1 486 745	4,0%
+ Formation brute de capital	244 012	290 421	335 431	15,5%
+ Exportations de biens et services	435 924	508 568	565 007	11,1%
- Importations de biens et services	658 554	746 233	797 940	6,9%
PIB (approche revenus)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	7,2%
Rémunération des salariés	254 084	263 924	278 613	5,6%
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	862 881	1 048 090	1 118 204	6,7%
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	157 451	170 346	192 426	13,0%
PIB à prix constants (base 2007)				
<i>Unité = 1 Million de FCFA</i>				
	2007	2008	2009	Evolution
PIB (approche production)	1 274 416	1 326 186	1 399 629	5,5%
Valeur ajoutée	1 133 883	1 178 458	1 235 657	4,9%
+ Impôts sur les produits	144 511	161 880	166 216	2,7%
- Subventions sur les produits	3 978	14 152	2 244	-84,1%
PIB (approche demande)	1 274 416	1 326 186	1 399 629	5,5%
Dépense de consommation finale	1 253 034	1 290 825	1 326 378	2,8%
+ Formation brute de capital	244 012	268 662	302 779	12,7%
+ Exportations de biens et services	435 924	446 201	493 833	10,7%
- Importations de biens et services	658 554	679 502	723 361	6,5%
PIB (approche revenus)	1 274 416	1 326 186	1 399 629	5,5%
Rémunération des salariés	254 084	251 790	256 764	2,0%
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	862 881	910 032	963 131	5,8%
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	157 451	164 364	179 734	9,4%

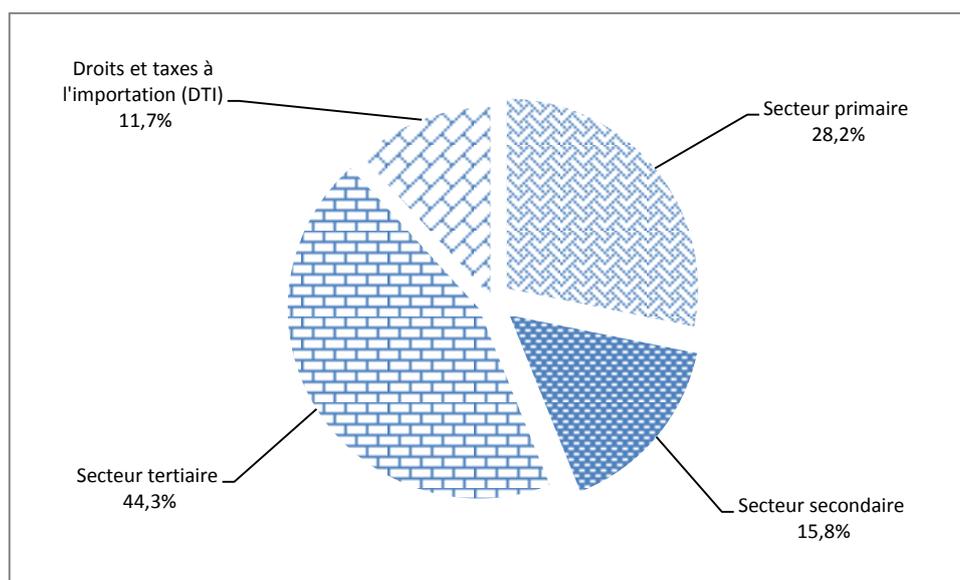
Source : DGSCN, 2014

2.2. Analyse de l'offre : poids des secteurs d'activité dans le PIB en 2009

L'activité économique reste dominée par le secteur tertiaire

La valeur ajoutée de toutes les branches d'activité est de 1 420,9 milliards de FCFA en 2009 contre 1 329,2 milliards de FCFA en 2008 à prix courants. En volume, elle est de 1 235,7 milliards de FCFA en 2009, soit une progression de 4,9% par rapport à l'année 2008.

Figure 1 : Part des différents secteurs dans le produit intérieur brut en 2009 à prix constants

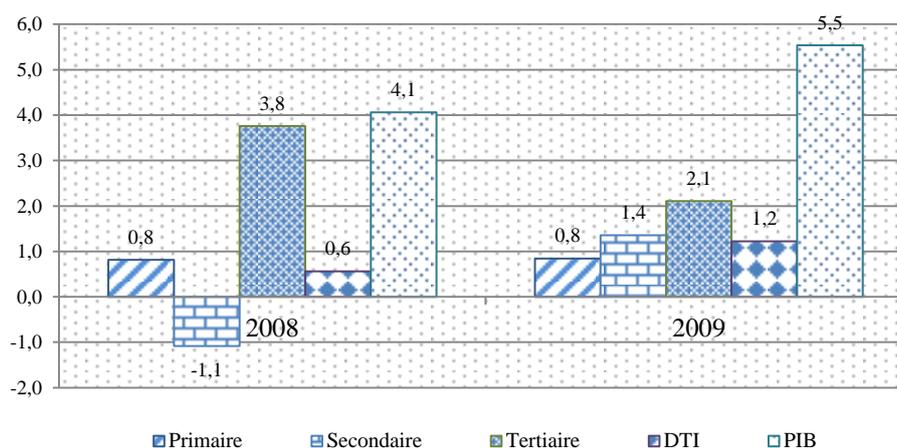


Source : DGSCN, 2014

Tout comme les années précédentes, le secteur tertiaire représente la plus importante part du produit intérieur brut (PIB) en 2009 avec un poids de 42,0% en termes courants et 44,3% à prix constants suivi du secteur primaire (28,2%) et du secteur secondaire (15,8%) à prix constants. Les droits et taxes à l'importation ne représentent que 11,7% du PIB en termes réels en 2009.

La variation des contributions à la croissance des différents secteurs en 2008 et 2009 est ci-contre représentée.

Figure 2 : Contributions à la croissance des secteurs d'activité en 2008 et 2009



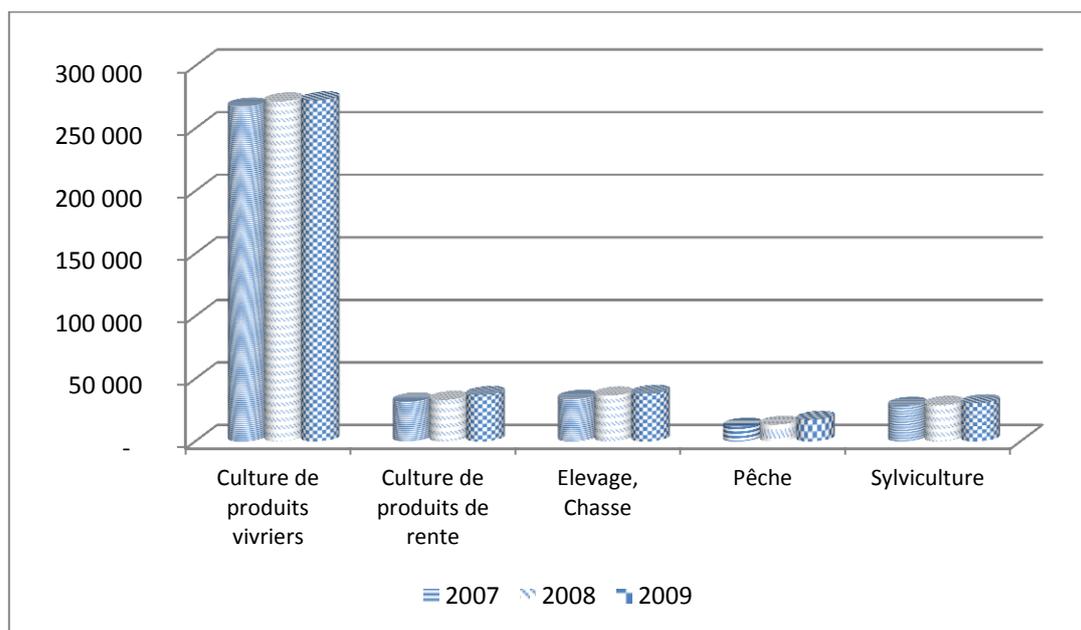
Source : DGSCN, 2014

2.2.1. Le secteur primaire

Une meilleure performance de l'agriculture grâce aux efforts de relance du Gouvernement

La valeur ajoutée du secteur primaire en 2009 est de 514,3 milliards de FCFA à prix courants, soit 36,2% de la valeur ajoutée de toutes les branches d'activités. Elle a augmenté de 2,9% en volume par rapport à 2008 avec une part de 28,2% du PIB et une contribution à la croissance économique de 0,008 point. Ce secteur est essentiellement tiré par l'agriculture qui représente 22,0% du PIB en volume. L'élevage et la chasse, la pêche ainsi que la sylviculture ne représentent respectivement que 2,8% ; 1,2% et 2,2% du PIB en 2009.

Figure 3 : Evolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur primaire



Source : DGSCN, 2014

La croissance enregistrée au niveau de l'agriculture vivrière et des cultures de rente (filère café-cacao) est due à la mise en œuvre d'une stratégie de relance de la production agricole initiée par le Gouvernement en vue de lutter contre la vie chère et d'assurer la sécurité alimentaire. Elle se traduit par la mise à disposition de 30 000 tonnes d'engrais contre 8 000 tonnes au titre de la campagne 2008-2009, et par la révision à la baisse du prix des intrants qui passe de 12 500 FCFA le sac de 50 kilogrammes en 2008-2009 à 11 500 FCFA en 2009-2010².

2.2.2. Le Secteur secondaire

Une contribution positive du secteur secondaire à la croissance économique en 2009

En volume, la valeur ajoutée du secteur secondaire est de 220,5 milliards de FCFA, en hausse de 8,9% par rapport à l'année 2008 (202,6 milliards de FCFA) grâce à la bonne performance des industries extractives et des industries manufacturières.

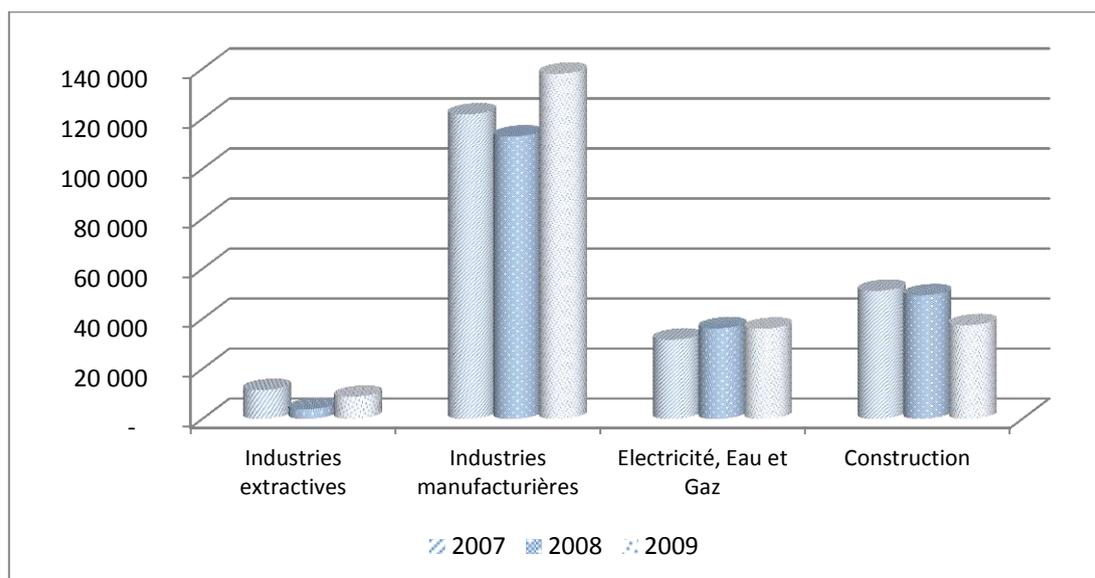
La valeur ajoutée de l'extraction de phosphates a plus que quadruplé à prix constants en 2009, tandis que celle des autres activités extractives a baissé de 80,1%. En ce qui concerne les industries manufacturières, la valeur ajoutée a augmenté de 22,2% avec une part de 9,9% du PIB. Les bonnes performances en volume ont été enregistrées au niveau des industries agroalimentaires et chimiques (13,2% respectivement), les matériaux de construction (33,1%), les métallurgies de base et ouvrages en métaux

² Direction de l'Economie: Rapport économique et social, 2009

(127,3%) ainsi que la fabrication de machines et de matériels divers (34,5%). Les productions d'électricité, eau et gaz ainsi que la construction qui représentent respectivement 2,6% et 2,7% du PIB ont baissé (respectivement de 0,5% et 24,2%) en volume en 2009.

Le secteur secondaire dont le poids dans le PIB réel est de 15,8% contribue pour 0,014 point à la croissance du PIB en 2009.

Figure 4 : Valeur ajoutée des branches d'activité du secteur secondaire à prix constants de 2007 à 2009



Source : DGSCN, 2014

2.2.3. Le secteur tertiaire

Un secteur fortement dominé par les activités commerciales et de communications

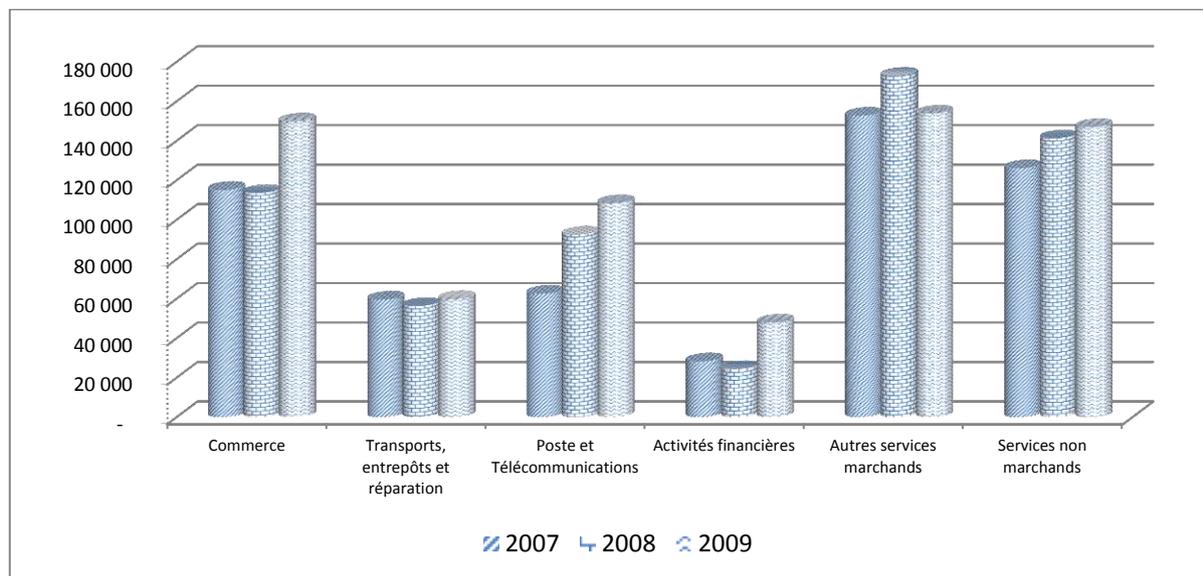
L'activité économique est tirée par le secteur tertiaire dont la contribution à la croissance du PIB réel est de 0,021 point. Avec une part relative de 44,3% du PIB réel, sa valeur ajoutée a augmenté en volume de 4,7% passant de 592,3 milliards de FCFA en 2008 à 620,3 milliards de FCFA en 2009. Il est essentiellement tiré par les activités financières (+69,3%), les services d'éducation (+23,0%), le commerce (+20,5%) et les activités de postes et télécommunications (+14,9%).

Le développement du secteur est essentiellement influencé par le commerce, les activités de postes et télécommunications et les activités immobilières qui représentent respectivement en volume 8,9% ; 7,7% et 6,7% du PIB.

Les contre-performances du secteur ont été principalement enregistrées par les services d'hébergement et de restauration (-45,0%), les services aux entreprises (-35,0%) et les services de santé et d'action sociale (-10,5%). La baisse enregistrée au

niveau des services d'hébergement et de restauration est due à la hausse prix de certains produits de consommations intermédiaires au niveau de l'informel notamment les tubercules, le riz décortiqué, les huiles végétales, les viandes, etc.

Figure 5 : Evolution en volume de la valeur ajoutée des branches d'activité du secteur tertiaire



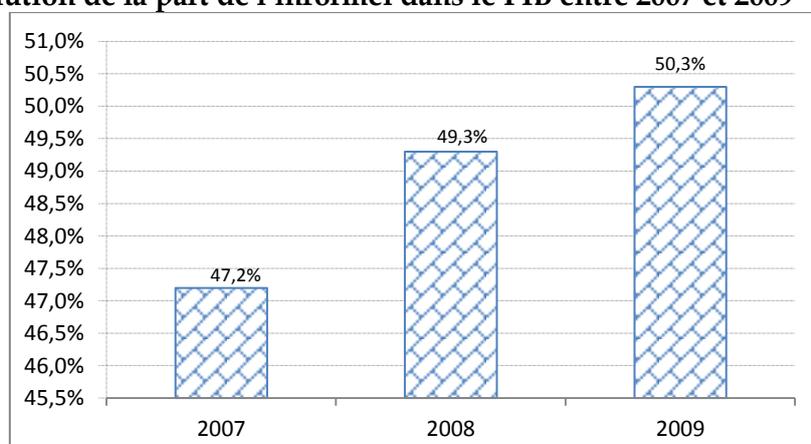
Source : DGSCN, 2014

2.3. La part de l'informel dans le PIB

Un poids relativement important de l'informel dans la création de la richesse

Le secteur informel occupe une place importante dans la composition du Produit Intérieur Brut. En 2009, il représente 49,2% du PIB. Le graphique ci-après montre l'évolution de la part de l'informel dans le PIB.

Figure 6 : Evolution de la part de l'informel dans le PIB entre 2007 et 2009



Source : DGSCN, 2014

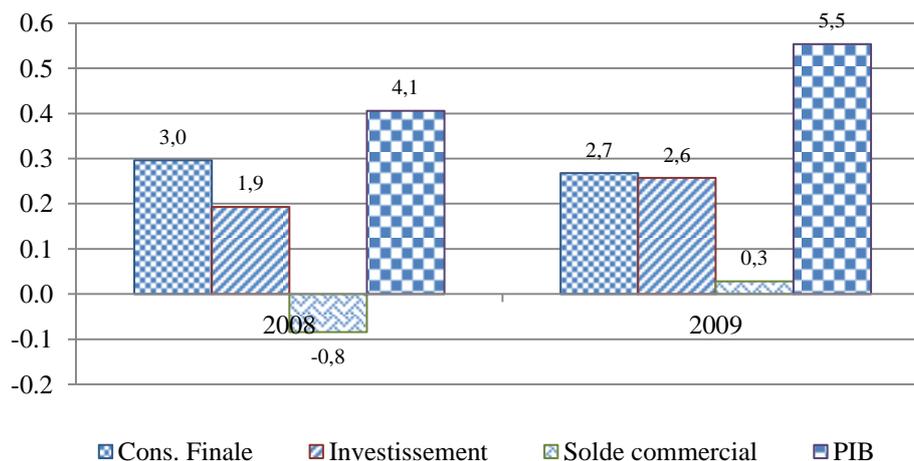
En 2009, le secteur informel crée une richesse de 513,0 milliards de FCFA dans le secteur primaire, soit 99,8% de la valeur ajoutée du primaire. Dans le secteur secondaire, l'informel représente 31,4% de la valeur ajoutée, enregistrant une légère hausse par rapport à 2008 (30,7%). La part de l'informel dans le secteur tertiaire est de 37,2%. Cet apport provient essentiellement des activités de services immobiliers et de logement (87,1%³), des entreprises individuelles ou familiales évoluant dans le commerce (77,8%), des activités d'hébergement et de restauration (68,7%) et des activités de transport, d'entrepôts et la réparation (43,2%).

2.4. L'évolution des emplois du PIB

Une demande fortement tirée par la consommation finale

Les emplois du PIB sont constitués de la consommation finale, de l'investissement (formation brute de capital fixe et variation des stocks) et des exportations. Mais dans cette partie, les exportations seront traitées en termes nets.

Figure 7 : Contributions des emplois à la croissance du PIB entre 2008 et 2009



Source : DGSCN, 2014

2.4.1. Consommation finale

Une croissance de 2,8% de la consommation finale en volume

La consommation finale en valeur s'est élevée à 1 486,7 milliards de FCFA en 2009 contre 1 429,6 milliards de FCFA en 2008, soit un accroissement de 4,0%.

³ En 2009, la part de l'informel (87,1%) dans la valeur ajoutée des activités de services immobiliers et de logement inclut aussi les loyers imputés des ménages ; ce qui n'était pas le cas en 2008 où la part était de 33,7%.

En volume, elle a cru de 2,8% en 2009 contre 3,0% en 2008. Cette régression s'explique par la baisse de la consommation finale publique qui a évolué de 178,3 milliards en 2008 à 177,4 milliards de FCFA en 2009, soit une légère baisse de 0,5%.

L'indice des prix de la consommation finale s'est établi à 1,4% tandis que le taux d'inflation déterminé à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation en 2009 est de 1,9%.

a. Consommation finale privée

En valeur, la consommation finale privée est de 1 304,8 milliards de FCFA en 2009 contre 1 245,0 milliards de FCFA en 2008, soit une évolution de 4,8%. Cette croissance est tirée par la CF des ménages qui a augmenté de 4,8%.

b. Consommation finale publique

Un repli de la consommation publique dû aux effets des réformes dans les finances publiques

En valeur, la consommation finale publique est passée de 184,6 milliards de francs CFA en 2008 à 182,0 milliards de francs CFA en 2009, soit une régression de 1,4%.

En volume, la consommation publique a enregistré un recul de 0,2% en 2009 alors qu'elle a connu une évolution de 2,0% en 2008. Cette baisse, malgré la hausse des dépenses de personnels issue du nouveau recrutement dans la fonction publique, pourrait s'expliquer entre autres par les effets des différentes réformes rationalisant certaines dépenses publiques.

La consommation finale qui représente près de 95,0% du PIB, est le principal moteur de la croissance du PIB en 2009, même si sa contribution à la croissance du PIB baisse à 0,027 point contre 0,030 point en 2008.

2.4.2. Investissement

Une augmentation des investissements publics grâce à la construction des infrastructures

L'investissement en valeur a atteint 335,4 milliards de FCFA en 2009 contre 290,4 milliards de FCFA en 2008.

La croissance de la FBCF en volume, estimée à 10,3% en 2008, a atteint 16,5% en 2009. Sa contribution à la croissance du PIB réel est de 0,031 point contre 0,019 point l'année précédente.

Sa composante privée s'est replié en volume de 0,5% contre une hausse de 6,8% en 2008, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,001 point.

L'investissement public, quant à lui, a connu une nette augmentation en valeur comme en volume. En valeur, elle passe de 48,6 milliards de FCFA en 2008 à 96,7 milliards de FCFA en 2009, soit une augmentation de 98,9% contre 44,0% en 2008. En volume, l'augmentation est de 95,6% en 2009 contre 30,1% en 2008. Cette situation s'explique par le renouvellement des équipements et la construction des infrastructures.

De façon globale, la FBCF représente 20,7% du produit intérieur brut en 2009 contre 18,7% l'année précédente.

2.5. Les échanges extérieurs

Une amélioration de la contribution au PIB des échanges extérieurs

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire. En 2009, les exportations nettes ont enregistré une baisse de 232,9 milliards de FCFA en valeur. Elles représentent ainsi 14,7% du PIB, s'améliorant encore une fois par rapport à 2007 et 2008 où elles se situaient respectivement à 17,5% et 16,0%. Cette amélioration a eu pour effet une hausse de la contribution à la croissance du PIB qui passe de -0,8 à 0,3 point.

Les exportations en biens et services engendrent des recettes d'un montant total de 565,0 milliards de FCFA à prix courants en 2009. Elles enregistrent ainsi une hausse de 11,1% en valeur alors qu'elles ont augmenté de 16,7% en 2008. En volume, les exportations ont augmenté de 10,7% (contre 2,4% en 2008) pour s'établir à 493,8 milliards de FCFA en 2009.

Tableau 2 : Composition des biens et services exportés en 2009 en valeur

Unité = 1 Million de FCFA

	2008	2009	Evolution en valeur
Produits de l'agriculture vivrière	621	311	-49,9%
Produits agricoles pour l'industrie ou l'exportation	19 972	27 039	35,4%
Produits de l'exploitation forestière et de la pêche	524	168	-67,9%
Produits de l'extraction	48 921	40 635	-16,9%
Produits de l'industrie agroalimentaire	45 382	38 093	-16,1%
Textiles, articles d'habillement et articles en cuir	32 027	30 075	-6,1%
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	1 585	2 823	78,1%
Produits des autres activités de l'industrie	204 162	239 330	17,2%
Electricité, gaz et eau	41 845	46 019	10,0%
Services d'hébergement et de restauration	2 785	2 138	-23,2%
Services de transports et communications	69 525	83 975	20,8%
Services financiers	5 516	6 364	15,4%
Services immobiliers et services aux entreprises	16 467	14 990	-9,0%
Autres services	19 760	33 215	68,1%
TOTAL	508 568	565 007	11,1%

Source : DGSCN, 2014

Evaluées au coût assurance fret (CAF), les importations constituent une offre extérieure de biens et services qui, à titre onéreux, sont fournis aux unités économiques résidentes par des unités économiques non résidentes.

En 2009, la facture des importations s'est élevée à 797,9 milliards de FCFA à prix courants contre 746,2 milliards de FCFA en valeur en 2008. A prix constants de 2007, les biens et services importés par l'économie togolaise ont augmenté de 6,9% par rapport à 2008.

Tableau 3 : Valeur des biens et services importés en 2009

Unité = 1 Million de FCFA

	2008	2009	Evolution en valeur
Produits de l'agriculture vivrière	10 474	10 655	1,7%
Produits agricoles pour l'industrie ou l'exportation	104	106	1,9%
Produits de l'exploitation forestière et de la pêche	1 106	915	-17,3%
Produits de l'extraction	9 237	9 183	-0,6%
Produits de l'industrie agroalimentaire	69 985	77 623	10,9%
Textiles, articles d'habillement et art. en c	52 130	56 504	8,4%
Bois, produits de l'édition et d'imprimerie	17 854	20 626	15,5%
Produits des autres activités de l'industrie	479 125	485 010	1,2%
Electricité, gaz et eau	47 454	65 493	38,0%
Services d'hébergement et de restauration	2 167	2 175	0,4%
Services de transports et communications	32 179	32 119	-0,2%
Services financiers	2 686	2 300	-14,4%
Services immobiliers et services aux entreprises	12 857	13 042	1,4%
Autres services	8 875	22 189	150,0%
TOTAL	746 233	797 940	6,9%

Source : DGSCN, 2014

Le taux de pénétration de l'économie par le reste du monde qui est le rapport entre les importations et les ressources totales, permet de mesurer le poids des importations dans le marché intérieur. En 2009, ce taux s'est établi à 33,4% contre 33,5%, en 2008 mais en amélioration par rapport à 2007 (34,1%).

En ce qui concerne le taux de couverture qui est égal au rapport entre les exportations et les importations, il s'est établi à 70,8% en 2009 contre 68,2% en 2008. Bien que les recettes d'exportations n'arrivent pas à couvrir la facture des importations, l'évolution du taux de couverture montre un regain de dynamisme de l'économie en termes d'effort de satisfaction de la demande extérieure. Cette performance est perçue à travers l'augmentation du volume des exportations qui est de 10,7% en 2009 contre 2,4% en 2008.

Les termes de l'échange pour leur part s'établissent en 2009 à 103,7% contre 103,8% en 2008.

2.6. L'activité des secteurs institutionnels en 2009

2.6.1. Ménages et Entrepreneurs individuels

Une amélioration du pouvoir d'achat des ménages contre la baisse de leur capacité de financement

En 2009, le revenu disponible brut des ménages (RDB) a augmenté de 3,3% par rapport à 2008. Il est essentiellement tiré par l'augmentation du revenu d'exploitation (5,8%) et des rémunérations des salariés (49,7%). Le solde des revenus de la propriété a connu une baisse de 37,2%. Les dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 93,1% du revenu disponible brut ont augmenté de 4,8%, tandis que l'épargne a baissé de 13,9% par rapport à l'année 2008.

Compte tenu de la faible augmentation du prix des dépenses de consommation des ménages (+1,4 %), on observe une légère amélioration du pouvoir d'achat en 2009 (+1,9%) contre une dégradation en 2008 suite à la hausse du taux d'inflation (8,7%).

Les comptes des ménages dégagent une capacité de financement en baisse par rapport à 2008. Cette capacité de financement est de 29,1 milliards de FCFA en 2009 contre 53,8 milliards de FCFA en 2008. Cette baisse est en partie due à l'augmentation de la FBCF par les ménages. De plus, la part de l'investissement des ménages financé par leur propre épargne a augmenté de 73,2% en 2009 contre 50,2% en 2008.

2.6.2. Situation des sociétés non financières

Une hausse des salaires bruts au détriment des détenteurs de capitaux

La valeur ajoutée brute des sociétés non financières a moins augmenté en 2009 (+1,9%) qu'en 2008 (+18,4%). Leur rémunération des salariés a cru de 7,2% par rapport à l'année 2008 à cause de la hausse des salaires bruts versés qui passent de 82,1 milliards de FCFA en 2008 à 84,9 milliards de FCFA en 2009.

Le partage de la valeur ajoutée entre les facteurs de production se fait au détriment des détenteurs de capitaux. L'effort de l'Etat dans le recouvrement des prélèvements obligatoires a permis d'augmenter le montant des impôts payés par les SNF (19,7 milliards de FCFA) en 2009 contre 11,5 milliards en 2008. Les revenus de la propriété versés par les SNF en 2009 s'élèvent à 193,4 milliards de FCFA contre 257,3 milliards de FCFA en 2008 soit une baisse de 24,7%. Le taux d'investissement des SNF se réduit en 2009 (30,3%) par rapport au niveau de 2008 où il était de 36,5%. Leur taux de marge est de 69,4% en 2009 alors qu'il était de 71,5% en 2008.

2.6.3. Administrations Publiques

Le bon recouvrement des recettes fiscales se poursuit en 2009

Les administrations publiques (APU) ont perçu un montant total de 192,4 milliards de FCFA d'impôts sur les produits et sur la production en 2009. La valeur des recettes fiscales est en hausse de 13,0% par rapport à 2008 où elles étaient de 170,3 milliards de FCFA. Le taux de pression fiscale est de 12,1% en 2009 contre 11,3% en 2008.

Par ailleurs, les administrations publiques ont enregistré une capacité de financement de 120,5 milliards de FCFA contre 311,9 milliards de FCFA en 2008 où le Togo a bénéficié de la remise de dette auprès de ses créanciers bilatéraux et partenaires multilatéraux dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE). La capacité de financement enregistrée en 2009 est due aux subventions d'investissement et aux autres transferts en capital dont a bénéficié l'Etat au cours de cette période pour des montants respectifs de 42,1 milliards de FCFA et 48,7 milliards de FCFA.

2.7. Situation vis-à-vis de l'extérieur

Une capacité de financement de l'économie en baisse par rapport à 2008

En 2009, l'économie nationale a enregistré une capacité de financement vis-à-vis du reste du monde pour une valeur de 49,4 milliards de FCFA, soit 3,1% du PIB nominal alors qu'elle était de 213,9 milliards de FCFA, soit 14,4% du PIB nominal en 2008.

ANNEXES

Annexe 1. Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA	VAB par branche			Poids dans le PIB nominal 2009	Evolu-tion en valeur en 2009	Part de l'infor-mel en 2009
	2 007	2 008	2 009			
Secteur primaire	373 186	495 920	514 309	32,4%	3,7%	99,8%
Agriculture	299 273	422 328	426 751	26,9%	1,0%	99,9%
- Culture de produits vivriers	267 442	383 007	383 543	24,1%	0,1%	99,9%
- Culture de produits de rente	31 831	39 321	43 208	2,7%	9,9%	99,7%
Elevage, Chasse	33 893	32 048	39 193	2,5%	22,3%	100,0%
Pêche	11 649	13 188	15 763	1,0%	19,5%	100,0%
Sylviculture	28 371	28 356	32 602	2,1%	15,0%	97,1%
Secteur secondaire	216 301	232 346	239 927	15,1%	3,3%	31,4%
Industries extractives	11 538	35 582	39 897	2,5%	12,1%	23,1%
- Extraction des Phosphates	7 278	30 934	30 127	1,9%	-2,6%	0,0%
- Autres activités extractives	4 260	4 648	9 770	0,6%	110,2%	94,3%
Industries manufacturières	121 805	108 761	131 391	8,3%	20,8%	29,0%
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	2 406	37 067	36 715	2,3%	-0,9%	45,7%
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	1 721	8 980	7 961	0,5%	-11,3%	41,3%
- Activités de travail du bois	3 124	2 280	2 270	0,1%	-0,4%	16,2%
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	213	152	97	0,0%	-36,2%	72,6%
- Edition et imprimerie	6 855	6 680	7 828	0,5%	17,2%	0,0%
- Activités des industries chimiques	11 073	13 267	11 376	0,7%	-14,3%	27,1%
- Matériaux de construction	29 353	23 330	37 050	2,3%	58,8%	10,8%
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	5 435	7 447	20 450	1,3%	174,6%	21,8%
- Fabrication de machines et de matériels divers	4 890	4 257	3 945	0,2%	-7,3%	90,4%
- Autres activités manufacturières et de récupération	6 735	5 301	3 699	0,2%	-30,2%	25,0%
Electricité, Eau et Gaz	31 708	32 852	19 978	1,3%	-39,2%	18,1%
Construction	51 250	55 151	48 661	3,1%	-11,8%	50,4%
Secteur tertiaire	544 396	600 930	666 709	42,0%	10,9%	37,2%
Commerce	115 136	113 644	149 783	9,4%	31,8%	77,8%
Activités d'hébergement et de restauration	29 103	25 460	16 403	1,0%	-35,6%	68,7%
Transports, entrepôts et réparation	59 581	56 300	59 817	3,8%	6,2%	43,2%
Poste et Télécommunications	62 595	92 438	108 391	6,8%	17,3%	0,0%
Activités financières	28 287	24 340	47 951	3,0%	97,0%	0,0%

	VAB par branche			Poids dans le PIB nominal 2009	Evolution en valeur en 2009	Part de l'informel en 2009
	2 007	2 008	2 009			
Unité = 1 million de FCFA						
Activités de services immobiliers	91 406	96 451	97 678	6,1%	1,3%	87,1%
Activités de services aux entreprises	17 200	32 610	24 098	1,5%	-26,1%	-6,2%
Administration publique	74 128	83 020	85 713	5,4%	3,2%	0,0%
Education	52 313	54 256	62 540	3,9%	15,3%	0,0%
Santé et action sociale	15 637	18 357	16 719	1,1%	-8,9%	0,7%
Activités de services collectifs et personnels	26 181	28 403	27 505	1,7%	-3,2%	37,6%
SIFIM	- 27 171	- 24 349	- 29 889	-1,9%	22,8%	0,0%
TOTAL BRANCHE	1 133 883	1 329 196	1 420 945	89,4%	6,9%	55,0%
Droits et taxes à l'importation (DTI)	140 533	153 164	168 298	10,6%	9,9%	-
DTI hors TVA (Net de Subventions)	55 900	63 141	75 763	4,8%	20,0%	-
TVA non déductible	84 633	90 023	92 535	5,8%	2,8%	-
				0,0%		
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 274 416	1 482 360	1 589 243	100,0%	7,2%	

Annexe 2. Valeur ajoutée brute par branche d'activités (à prix constants base 2007)

	VAB par branche			Poids dans le PIB réel 2009	Evolution en volume en 2009	Contribution à la croissance en 2009
	2 007	2 008	2 009			
Unité = 1 million de FCFA						
Secteur primaire	373 186	383 593	394 822	28,2%	2,9%	0,008
Agriculture	299 273	304 642	309 400	22,1%	1,6%	0,004
- Culture de produits vivriers	267 442	271 539	272 339	19,5%	0,3%	0,001
- Culture de produits de rente	31 831	33 103	37 061	2,6%	12,0%	0,003
Elevage, Chasse	33 893	36 601	37 987	2,7%	3,8%	0,001
Pêche	11 649	13 222	17 093	1,2%	29,3%	0,003
Sylviculture	28 371	29 128	30 342	2,2%	4,2%	0,001
Secteur secondaire	216 301	202 556	220 524	15,8%	8,9%	0,014
Industries extractives	11 538	3 895	8 903	0,6%	128,6%	0,004
- Extraction des Phosphates	7 278	- 2 537	7 621	0,5%	400,4%	0,008
- Autres activités extractives	4 260	6 432	1 282	0,1%	-80,1%	0,004
Industries manufacturières	121 805	112 964	138 049	9,9%	22,2%	0,019
- Agroalimentaires, Boissons, Tabacs	52 406	42 733	48 368	3,5%	13,2%	0,004
- Fabrication de textiles, d'habillement, de chaussures et travail du cuir	1 721	6 248	5 407	0,4%	-13,5%	0,001
- Activités de travail du bois	3 124	2 353	1 902	0,1%	-19,2%	0,000
- Fabrication de papier, cartons et articles en papier, carton	213	116	109	0,0%	-6,0%	0,000
- Edition et imprimerie	6 855	5 891	5 729	0,4%	-2,7%	0,000
- Activités des industries chimiques	11 073	12 875	14 574	1,0%	13,2%	0,001
- Matériaux de construction	29 353	26 339	35 051	2,5%	33,1%	0,007
- Activités de métallurgie de base et ouvrages en métaux	5 435	8 174	18 582	1,3%	127,3%	0,008
- Fabrication de machines et de matériels divers	4 890	3 918	5 268	0,4%	34,5%	0,001
- Autres activités manufacturières et de récupération	6 735	4 317	3 059	0,2%	-29,1%	0,001
Electricité, Eau et Gaz	31 708	36 256	36 075	2,6%	-0,5%	0,000
Construction	51 250	49 441	37 497	2,7%	-24,2%	0,009
Secteur tertiaire	544 396	592 309	620 311	44,3%	4,7%	0,021
Commerce	115 136	103 466	124 724	8,9%	20,5%	0,016
Activités d'hébergement et de restauration	29 103	29 495	16 216	1,2%	-45,0%	0,010
Transports, entrepôts et réparation	59 581	57 770	54 853	3,9%	-5,0%	0,002
Poste et Télécommunications	62 595	94 314	108 344	7,7%	14,9%	0,011

	VAB par branche			Poids dans le PIB réel 2009	Evolution en volume en 2009	Contribution à la croissance en 2009
	2 007	2 008	2 009			
Unité = 1 million de FCFA						
Activités financières	28 287	28 670	48 539	3,5%	69,3%	0,015
Activités de services immobiliers	91 406	93 447	93 503	6,7%	0,1%	0,000
Activités de services aux entreprises	17 200	32 225	20 934	1,5%	-35,0%	-0,009
Administration publique	74 128	79 291	75 029	5,4%	-5,4%	-0,003
Education	52 313	54 778	67 398	4,8%	23,0%	0,010
Santé et action sociale	15 637	17 270	15 456	1,1%	-10,5%	-0,001
Activités de services collectifs et personnels	26 181	29 361	28 435	2,0%	-3,2%	-0,001
SIFIM	- 27 171	- 27 778	- 33 120	-2,4%	19,2%	0,004
TOTAL BRANCHE	1 133 883	1 178 458	1 235 657	88,3%	4,9%	0,043
Droits et taxes à l'importation (DTI)	140 533	147 728	163 972	11,7%	11,0%	0,012
DTI hors TVA (Net de Subventions)	55 900	58 626	70 399	5,0%	20,1%	0,009
TVA non déductible	84 633	89 102	93 573	6,7%	5,0%	0,003
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 274 416	1 326 186	1 399 629	100,0%	5,5%	0,055

Annexe 3. Equilibre des ressources et des emplois de l'économie de 2007 à 2009 à prix courants

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	Evolution en valeur de 2008 / 2007	2009	Evolution en valeur de 2009 / 2008
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 274 416	1 482 360	16,3%	1 589 243	7,2%
Importations	658 554	746 233	13,3%	797 940	6,9%
Total Ressources	1 932 970	2 228 593	15,3%	2 387 183	7,1%
Consommation finale (CF)	1 253 034	1 429 604	14,1%	1 486 745	4,0%
Consommation finale privée	1 079 366	1 244 993	15,3%	1 304 751	4,8%
<i>dont CF des ménages</i>	1 057 357	1 219 797	15,4%	1 278 834	4,8%
<i>CF des ISBL-SM</i>	22 009	25 196	14,5%	25 917	2,9%
Consommation finale publique	173 668	184 611	6,3%	181 994	-1,4%
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	225 053	266 658	18,5%	321 071	20,4%
FBCF Privée	191 273	218 009	14,0%	224 322	2,9%
FBCF Publique	33 780	48 649	44,0%	96 749	98,9%
Variation des Stocks	18 959	23 763	25,3%	14 360	-39,6%
Exportations	435 924	508 568	16,7%	565 007	11,1%
Total Emplois	1 932 970	2 228 593	15,3%	2 387 183	7,1%

Tableau 4 : Equilibre des ressources et des emplois de l'économie de 2007 à 2009 à prix constants, base 2007

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	Taux de croissance de 2008 / 2007	2009	Taux de croissance de 2009 / 2008	CC* du PIB en 2009
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 274 416	1 326 186	4,1%	1 399 629	5,5%	0,055
Importations	658 554	679 502	3,2%	723 361	6,5%	0,033
Total Ressources	1 932 970	2 005 688	3,8%	2 122 990	5,8%	0,088
Consommation finale (CF)	1 253 034	1 290 825	3,0%	1 326 378	2,8%	0,027
Consommation finale privée	1 079 366	1 113 727	3,2%	1 149 004	3,2%	0,027
<i>dont CF des ménages</i>	1 057 357	1 088 639	3,0%	1 123 003	3,2%	0,026
<i>CF des ISBL-SM</i>	22 009	25 088	14,0%	26 001	3,6%	0,001
Consommation finale publique	173 668	177 098	2,0%	177 374	0,2%	0,000
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	225 053	248 305	10,3%	289 233	16,5%	0,031
FBCF Privée	191 273	204 368	6,8%	203 312	-0,5%	-0,001
FBCF Publique	33 780	43 937	30,1%	85 921	95,6%	0,032
Variation des Stocks	18 959	20 357	7,4%	13 546	-33,5%	-0,005
Exportations	435 924	446 201	2,4%	493 833	10,7%	0,036
Total Emplois	1 932 970	2 005 688	3,8%	2 122 990	5,8%	0,088

Annexe 4.4. Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI), campagne 2009

Tableau des Comptes Economiques Intégrés																													
Campagne : Campagne année courante 2009																													
	Total	Compte B&S	Compte	OS1	OS1005	OS1004	OS1003	OS1002	OS1001	OS1008	Opérations et					OS1008	OS1001	OS1002	OS1003	OS1004	OS1005	OS1	Compte	Compte B&S	Total				
	Ressources	Reste du monde	Economie Totale	isbl	Ménages	Apu_Sécu	IF	SQ\$nonFin	Unité fictive	soldes comptables					Unité fictive	SQ\$nonFin	IF	Apu_Sécu	Ménages	isbl	Economie Totale	Reste du monde	Emplois						
Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services	797 940	797 940									OP7	Importations											797 940		797 940	Compte : I Production ou Compte extérieur Biens & Services			
	565 007		565 007								OP6	Exportations												565 007			565 007		
	2 654 022	2 654 022									OP1	Production	0	966 287	79 685	194 312	1 387 821	25 917	2 654 022						2 654 022			2 654 022	
	1 233 077			1 233 077	5 973	522 683	47 320	33 908	593 304	29 889	OP2	Consommation intermédiaire													1 233 077			1 233 077	
	168 298	168 298									D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0		0
	1 420 945			1 420 945	19 944	865 138	146 992	45 777	372 983	-29 889	B01	Valeur ajoutée brute	-29 889	372 983	45 777	146 992	865 138	19 944	1 420 945								1 420 945		1 420 945
232 933		232 933								B11	Solde des échanges extérieurs de Biens & Services												232 933		232 933	Compte : II.1.1 Compte d'exploitation			
Compte : II.1.1 Compte d'exploitation	294 945		16 332	278 613	10 978	50 021	102 288	15 660	99 666	0	OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0	294 022	0	294 022				923		294 945	Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires			
	24 128		0	24 128	0	5 280	2 781	1 616	14 451	0	D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	192 426	0	0	192 426				0		192 426				
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	168 298	0	0	168 298				0		168 298				
	24 128		0	24 128	0	5 280	2 781	1 616	14 451	0	D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	0	0	0	24 128	0	0	24 128				0		24 128				
	1 118 204			1 118 204	8 966	809 837	41 923	28 501	258 866	-29 889	B0A	Revenu d'exploitation	-29 889	258 866	28 501	41 923	809 837	8 966	1 118 204						1 118 204				
Compte : II.1.2 Compte d'affectation des revenus primaires	29 889			29 889	0	0	0	29 889	0	0	OD400A	Ajustement pour services bancaires imputés	29 889	0	0	0	0	0	29 889						29 889	Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu			
	271 247		17 491	253 756	0	9 238	15 234	35 451	193 833	0	OD4	Revenus de la propriété (hors SIFIM)	0	8 644	63 563	26 847	131 826	0	230 880				40 367		271 247				
	1 581 776			1 581 776	8 966	1 226 447	245 962	26 724	73 677	0	B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	0	73 677	26 724	245 962	1 226 447	8 966	1 581 776						1 581 776				
Compte : II.2 Compte de distribution secondaire du revenu	58 280		0	58 280	0	24 035	0	2 782	31 463	0	OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	58 280	0	0	58 280				0		58 280	Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature			
	41 418		0	41 418	0	41 418	0	0	0	0	OD6001	Contributions sociales	0	1 296	449	39 328	345	0	41 418				0		41 418				
	41 184		0	41 184	0	345	39 094	449	1 296	0	OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0	41 184	0	41 184				0		41 184				
	410 633		216 190	194 443	17 666	39 666	69 711	24 064	43 336	0	OD7	Autres transferts courants	0	22 880	36 391	73 411	210 629	24 937	368 248				42 385		410 633				
	1 755 581			1 755 581	16 237	1 373 141	308 176	36 269	21 758	0	B06	Revenu disponible brut	0	21 758	36 269	308 176	1 373 141	16 237	1 755 581						1 755 581				
Compte : II.3 Compte de redistribution du revenu en nature	73 477			73 477	25 917	0	47 560	0	0	0	OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0	73 477	0	73 477						73 477	Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu			
	1 755 581			1 755 581	-9 680	1 446 618	260 616	36 269	21 758	0	B07	Revenu disponible ajusté	0	21 758	36 269	260 616	1 446 618	-9 680	1 755 581						1 755 581				
Compte : II.4 Compte d'utilisation du revenu	0										B06	Revenu disponible brut	0	21 758	36 269	308 176	1 373 141	16 237	1 755 581						1 755 581	Compte : III.1 Compte de capital			
	1 486 745			1 486 745	25 917	1 278 835	181 993	0	0	0	OP3	Dépense de consommation finale												1 486 745	1 486 745				
	0		0	0	0	0	0	0	0	0	OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
	268 836			268 836	-9 680	94 306	126 183	36 269	21 758	0	B08	Epargne brute	0	21 758	36 269	126 183	94 306	-9 680	268 836						268 836				
66 595		66 595									B12	Solde des opérations courantes avec l'étranger											66 595		66 595				
Compte : III.1 Compte de capital	321 071			321 071	14 954	69 671	96 749	26 744	112 953	0	OP51	Formation Brute de capitale Fixe												321 071	321 071	Compte : III.1 Compte de capital			
	14 360			14 360	0	231	0	16	14 113	0	OP52	Variation de stocks												14 360	14 360				
	0		0	0	38	-3 748	-216	2 647	1 279	0	AN2	Actifs non produits												0	0				
	0										OD9(+)	Transferts en capital à recevoir (+)	0	22	90	90 824	0	25 077	116 013				0		116 013				
	0										OD9(-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	0	0	0	0				-116 013		-116 013				
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0		
	0										B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	0	21 780	36 359	217 007	94 306	15 397	384 849				-49 418		335 431				
0		-49 418	49 418	405	28 152	120 474	6 952	-106 565	0	B09	Capacité ou besoin de financement																		

GLOSSAIRE

Activité principale

L'*activité principale* d'une unité de production est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans l'unité (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres unités, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur).

Activité secondaire

Une *activité secondaire* est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production.

Administrations publiques (comme unités institutionnelles)

Le secteur des *administrations publiques* comprend des unités institutionnelles qui, en plus des tâches qu'elles assument quant à la mise en œuvre des politiques publiques et à la régulation de la vie économique, produisent pour l'essentiel des services (et parfois des biens) non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective, et qui redistribuent le revenu et la richesse.

Administrations de sécurité sociale

Les *administrations de sécurité sociale* peuvent être distinguées par le fait qu'elles ont une organisation séparée des autres activités des administrations publiques, et qu'elles détiennent des actifs et des passifs séparément de ces dernières ; ce sont des unités institutionnelles distinctes parce qu'il s'agit de fonds autonomes, qu'elles ont leurs propres actifs et leurs propres passifs, et qu'elles s'engagent dans des opérations financières pour leur propre compte.

Administrations locales

Les *administrations locales* sont des unités institutionnelles dont le pouvoir fiscal, législatif et exécutif s'étend sur les plus petits des territoires géographiques distingués à des fins administratives et politiques.

Aides à l'investissement

Les *aides à l'investissement* sont des transferts en capital, effectués en espèces ou en nature, par des administrations publiques à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non résidentes pour financer, en partie ou en totalité, les coûts de leurs acquisitions d'actifs fixes.

Autres transferts courants

Les *autres transferts courants* comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques, généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Autres transferts en capital

Les *autres transferts en capital* comprennent tous les transferts en capital, à l'exclusion des impôts en capital et des aides à l'investissement ; ils comprennent, entre autres, les annulations de dettes effectuées par accord réciproque entre créanciers et débiteurs.

Besoin/Capacité de financement

La *capacité de financement* est le montant net dont dispose une unité ou un secteur pour financer, directement ou indirectement, d'autres unités ou d'autres secteurs. C'est le solde du compte de capital. Une capacité de financement négative est également appelée "besoin de financement".

Biens

Les *biens* sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché ; s'il existe une demande, c'est que les biens peuvent être utilisés pour satisfaire les besoins des ménages ou de la communauté ou pour produire d'autres biens ou d'autres services.

Branche d'activité

Une *branche d'activité* se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des types similaires ; la classification des activités productives utilisée dans le SCN est la CITI (Rev 3).

Consommation de capital fixe

La *consommation de capital fixe* représente la réduction de la valeur des actifs fixes utilisés dans la production au cours de la période comptable, qui résulte de la détérioration physique, de l'obsolescence normale ou des dommages accidentels normaux.

Consommation finale

La *consommation finale* regroupe les biens et les services utilisés par les ménages ou par la société dans son ensemble pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale effective des administrations publiques

La *consommation finale effective des administrations publiques* est mesurée par la valeur des services de consommation collectifs (par opposition aux services de consommation individuels) fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à d'importants sous-ensembles de la collectivité ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en soustrayant la valeur des transferts sociaux en nature à payer.

Consommation finale effective des ISBLSM

Il n'y a pas de *consommation finale effective des ISBLSM* parce que, en pratique, la plupart de leurs services sont individuels par nature et, donc, pour simplifier, tous les services des ISBLSM sont traités comme individuels, par convention (comme des transferts sociaux en nature).

Consommation finale effective des ménages

La *consommation finale effective des ménages* vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle se déduit de leur dépense de consommation finale en ajoutant les transferts sociaux en nature à recevoir.

Consommation intermédiaire

La *consommation intermédiaire* correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial.

Dans les cas simples, agrégats en valeur notamment, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la période précédente.

Pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux, le calcul précédent s'applique aux comptes annuels en prenant l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur (le cas des variations de stocks étant toutefois particulier). Pour les comptes trimestriels, les particularités du chaînage font que le calcul précédent ne

fournit qu'une approximation. Celle-ci est généralement suffisante mais les contributions calculées ainsi ne sont pas additives.

Déflateur

C'est un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste qui gonfle artificiellement la valeur des biens et services. Il est égal au rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

Dépense de consommation finale des administrations publiques

La *dépense de consommation finale des administrations publiques* consiste en la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les administrations publiques à la fois à des biens et des services de consommation individuels, et à des services de consommation collectifs.

Dépense de consommation finale des ISBLSM

La *dépense de consommation finale des ISBLSM* comprend la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ISBLSM résidentes à des biens et des services de consommation individuels.

Dépense de consommation finale des ménages

La *dépense de consommation finale des ménages* est la dépense, y compris la dépense imputée, consacrée par les ménages résidents à des biens et des services de consommation individuels, y compris à ceux vendus à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Dépense finale

La *dépense finale* regroupe la dépense de consommation finale et la formation brute de capital fixe.

Dépense imputée

Certaines opérations qu'il est souhaitable d'inclure dans les comptes ne se réalisent pas en termes monétaires et ne peuvent donc pas être mesurées directement ; dans de tels cas, une valeur conventionnelle est *imputée à la dépense* correspondante (les conventions varient d'un cas à l'autre et sont décrites dans le SCN comme il convient).

Excédent d'exploitation

L'*excédent d'exploitation* mesure l'excédent ou le déficit issu de la production, avant que soient pris en compte les intérêts, les loyers ou les charges analogues, que l'entreprise doit payer sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits qu'elle a empruntés ou loués, et les intérêts, les loyers ou les recettes analogues, que l'entreprise doit recevoir sur les actifs financiers ou les actifs corporels non produits dont elle est propriétaire ; (noter que dans les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, cette rubrique s'appelle "revenu mixte").

Exportations de biens et de services

Les *exportations de biens et de services* se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des résidents à des non-résidents ; le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Formation brute de capital

La *formation brute de capital* est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

Formation brute de capital fixe

La *formation brute de capital fixe* est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes au cours de la période comptable, plus certaines additions à la valeur des actifs non produits (tels que les gisements ou des améliorations majeures de la quantité, de la qualité ou de la productivité de la terre) réalisées par l'activité productive des unités institutionnelles.

Importations de biens et de services

Les *importations de biens et de services* se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services par des non-résidents à des résidents. Le traitement accordé aux exportations et importations est généralement le même dans le SCN et dans les comptes de la balance des paiements comme décrit dans le Manuel de la balance des paiements.

Impôt sur un produit

Par *impôt sur un produit*, il faut entendre un impôt dû par unité d'un bien ou d'un service donné ; il peut correspondre à un montant monétaire déterminé par unité de quantité ou être calculé sous la forme d'un pourcentage déterminé du prix unitaire ou de la valeur du bien ou du service échangé.

Impôts

Les *impôts* sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques ; ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble.

Indicateur de pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat est la capacité d'un ménage à consommer grâce à son revenu disponible. Il fait généralement référence aux biens et services que ce ménage peut

acheter dans son pays de résidence suivant l'unité monétaire encourus. C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir.

Le pouvoir d'achat du revenu - par exemple le salaire - est la quantité moyenne de biens et services que ce revenu permet d'obtenir.

Cette capacité à consommer se mesure par l'indicateur de pouvoir d'achat qui est le rapport entre l'indice du revenu et l'indice des prix.

Indice de prix

Un *indice de prix* est une moyenne des variations relatives des prix d'un ensemble déterminé de biens et de services entre deux périodes.

Indice de quantité

Un *indice de quantité* est construit à partir d'informations sur les quantités telles que le nombre ou le poids total de biens ou le nombre de services ; l'indice de quantité n'a aucune signification économique s'il repose sur l'addition de quantités non commensurables entre elles, bien qu'il soit souvent utilisé comme substitut à un indice de volume.

Institutions sans but lucratif

Les *institutions sans but lucratif* sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Les *institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)* comprennent les ISBL qui ne sont pas contrôlées et principalement financées par les administrations publiques et qui fournissent aux ménages des biens ou des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs.

Ménage

Un *ménage* est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement.

En comptabilité nationale, les ménages sont un secteur institutionnel regroupant l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de consommer et éventuellement de produire dans le cadre des entreprises individuelles.

Les unités institutionnelles du secteur des ménages sont des personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs (entrepreneurs individuels). Leurs ressources principales sont

constituées de la rémunération des facteurs de production, des transferts des autres secteurs et de la vente de biens et services marchands par les entrepreneurs individuels.

Prix c.a.f.

Le *prix c.a.f.* (c'est-à-dire coût, assurance et fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur, y compris les frais d'assurance et de transport encourus jusqu'à ce point ou le prix d'un service fourni à un résident, avant paiement des éventuels droits ou autres impôts sur les importations et des marges commerciales et de transport à l'intérieur du pays. Dans le SCN93, ce concept n'est appliqué qu'aux importations détaillées.

Prix constants

Les mesures à *prix constants* sont obtenues en partageant directement les variations dans le temps de la valeur des flux ou des stocks de biens et de services en deux composantes reflétant les variations des prix des biens et des services concernés, et les variations de leurs volumes (c'est-à-dire les variations "à prix constants") ; le terme à prix constants renvoie généralement à des séries qui utilisent une formule de Laspeyres à base fixe.

Prix d'acquisition

Le *prix d'acquisition* correspond au montant payé par l'acquéreur, en excluant toute TVA déductible ou tout impôt déductible similaire, pour prendre livraison d'une unité d'un bien ou d'un service au moment et au lieu choisis par lui ; le prix d'acquisition d'un bien inclut tous les frais de transport payés séparément par l'acquéreur pour en prendre livraison au moment et au lieu requis.

Prix de base

Le *prix de base* est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de tout impôt à payer et augmenté de toute subvention à recevoir, sur cette unité, du fait de sa production ou de sa vente ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix du marché

Le *prix du marché* pour les transactions est le montant de monnaie que l'acheteur paie au vendeur pour acquérir un bien lorsque cet échange s'effectue de plein gré entre deux parties indépendantes.

Prix du producteur

Le *prix du producteur* est le montant que le producteur reçoit de l'acheteur pour une unité de bien ou de service produite, diminué de toute TVA ou de tout impôt déductible similaire, facturé à l'acquéreur ; il exclut tout frais de transport facturé séparément par le producteur.

Prix f.a.b.

Le *prix f.a.b.* (franco à bord) des exportations et des importations de biens est le prix du marché déterminé en un point uniforme (la frontière douanière de l'économie exportatrice) ; il est égal au prix c.a.f. moins les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur).

Production marchande

La production *marchande* est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulee autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulee sur le marché.

Production non marchande –autre

L'*autre production non marchande* est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble ; ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

Production pour usage final propre

La *production pour usage final propre* est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB correspond à l'ensemble des biens et services produits sur le territoire national quelle que soit la nationalité des producteurs.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique de la production

Dans *l'optique de la production*, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

Produit Intérieur Brut, dans l'optique des dépenses

Dans *l'optique des dépenses*, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisées franco à bord (f.a.b.).

Produit Intérieur Brut, dans l'optique du revenu

Dans *l'optique du revenu*, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

Rémunération des salariés

La *rémunération des salariés* est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

Reste du monde

Le *reste du monde* comprend toutes les unités institutionnelles non résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes ou qui ont d'autres relations économiques avec les unités résidentes.

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature au sens de la Comptabilité nationale

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Subventions d'investissement

Les *subventions d'investissement* constituent des montants qui sont versés à l'entreprise à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales. Il n'y a donc aucune obligation de remboursement.

Secteurs Institutionnels

Les différents secteurs regroupent :

- Les sociétés non financières (SNF)
- Les sociétés financières (SF)
- Les administrations publiques (APU)
- Les ménages et entrepreneurs individuels (Ménages)
- Les Institutions privées Sans But Lucratif (ISBL) au service des Ménages.

L'économie nationale comprend toutes les unités institutionnelles qui résident sur le territoire économique d'un pays, c'est-à-dire qui exercent des activités économiques sur ce territoire pendant plus d'un an. Les unités résidentes réalisent avec les unités non résidentes des opérations qui sont retracées dans le compte du reste du monde (RDM).

SCN (Système de comptabilité nationale)

Le *Système de comptabilité nationale (SCN)* se compose d'une série cohérente de comptes macro-économiques, de comptes de patrimoine et de tableaux articulés et coordonnés qui s'appuient sur un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles de comptabilisation approuvés au plan international.

Secteur informel

Le *secteur informel* peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale ; l'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les *services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)* sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Subventions

Les *subventions* sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des

quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Taux de couverture

Dans le commerce extérieur, le *taux de couverture* des importations est le rapport entre les exportations et les importations.

Taux de croissance réel du PIB

Le taux de croissance réel du PIB est l'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie; le rythme de création de sa richesse. Il s'obtient par le rapport entre les PIB constants de l'année n et de l'année n - 1

Taux de pénétration

Dans le commerce extérieur, le *taux de pénétration* exprime le rapport entre les importations et les ressources totales.

Taux d'ouverture de l'économie

Le *taux d'ouverture de l'économie* est le rapport entre la moyenne des importations et des exportations d'une part, et le PIB d'autre part, pour une période donnée.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La *taxe sur la valeur ajoutée (TVA)* est un impôt sur les produits collecté par étapes par les entreprises ; la TVA est un impôt de portée très large généralement conçue pour couvrir la plupart, voire la totalité, des biens et des services mais les producteurs sont obligés de verser seulement la différence entre la TVA sur leurs ventes et la TVA sur leurs achats destinés à la consommation intermédiaire ou à la formation de capital, alors que la TVA n'est généralement pas facturée sur les ventes aux non-résidents (c'est-à-dire sur les exportations).

Transfert

Un *transfert* est une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif.

Transferts en nature

Ce sont des échanges qui existent entre les secteurs institutionnels résidents. Ils sont versés aux ménages par les APU et les ISBL.

Transferts sociaux en nature

D'une part, ils enregistrent les prestations sociales en nature, qui comprennent à la fois les prestations pour lesquelles le ménage bénéficiaire ne supporte aucune dépense, et les prestations pour lesquelles il effectue la dépense initiale avant d'être

remboursé. D'autre part, ils enregistrent le transfert des biens et des services non marchands individuels, comme les services d'éducation, qui ne sont pas inclus dans les prestations sociales en nature. Dans la nomenclature des opérations de répartition, l'ensemble de ces opérations fait partie des transferts sociaux en nature.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

L'unité institutionnelle est la plus petite unité d'observation dans le SCN. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée brute

La *valeur ajoutée brute* correspond à la valeur de la production diminuée de celle de la consommation intermédiaire ; elle constitue la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur ; la valeur ajoutée brute est la source d'où proviennent les revenus primaires tels que les définit le SCN, et est donc reportée dans le compte de distribution primaire du revenu.